

«Nous sommes confrontés à d'énormes difficultés»

Bienne est-elle dépourvue de toute politique culturelle, comme le prétend Yves Arbel, directeur administratif démissionnaire du Théâtre Bienne Soleure? Sous le feu des critiques, le conseiller municipal Pierre-Yves Moeschler s'explique sur sa stratégie.

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE GRABER

Soumis à des restrictions budgétaires de plus en plus drastiques, les sept principales institutions culturelles biennoises que sont le Théâtre Bienne Soleure (TBS), l'Orchestre symphonique, le Centre PasquArt, les musées Schwab et Neuhaus, les Spectacles français, ainsi que la Bibliothèque municipale ont toujours plus de peine à nouer les deux bouts. Et le plan d'austérité sur lequel planche le Conseil municipal, la fameuse Stratégie financière 2010-2013, n'est pas pour rassurer les milieux culturels, qui s'attendent à devoir encore se serrer la ceinture, jusqu'à risquer de mettre leur survie même en péril. Pierre-Yves Moeschler, directeur de la Formation, de la prévoyance sociale et de la culture, répond aux attaques parfois violentes proférées contre lui.

Pierre-Yves Moeschler, le directeur administratif du Théâtre Bienne Soleure (TBS), Yves Arbel, a annoncé sa démission mercredi. Votre réaction?

Son départ est un événement regrettable, car Yves Arbel s'est beaucoup impliqué dans la vie du TBS au cours des dernières années et il a largement contribué au succès de cette institution.

Yves Arbel a des mots très durs à votre égard. Il vous accuse notamment de ne pas mener de réelle politique culturelle mais de ne répondre qu'aux exigences financières...

Cette réaction relève d'un manque de compréhension des mécanismes politiques et juridiques de la Ville de Bienne.

Ces critiques ne sont pas le seul fait du directeur administratif du TBS. Elles émanent aussi des six autres institutions culturelles biennoises.

Je ne suis pas certain que ces critiques surgissent au moment le plus approprié. Actuellement, nous devons tirer les conclusions du rapport Häring, qui a énoncé plusieurs

pistes de réflexion concernant l'avenir des sept grandes institutions culturelles. Je me suis investi pour créer un consensus, ce qui exige que tous et toutes tirent à la même corde. Tout est ouvert et c'est hélas le moment qu'Yves Arbel choisit pour partir.

Certes, mais les sept institutions sont confrontées à des difficultés financières.

Effectivement, et c'est pour cette raison que la Ville et ses partenaires que sont le canton, la Conférence culturelle régionale et la Ville de Soleure, dans le cas du TBS, œuvrent de concert pour trouver des solutions. En l'occurrence, si la Ville de Bienne est directement visée par Yves Arbel, c'est parce qu'elle est plus «visible» que les autres. Mais je puis vous assurer que nous collaborons de manière active.

Le plan d'austérité récemment lancé par le Conseil municipal n'est pas pour rassurer les milieux culturels.

Nous parlons ici d'une politique culturelle globale. Il y a quatre ans, l'orchestre était en grande difficulté. La Ville et le canton ont décidé d'éponger son déficit à raison d'un million de francs et d'allouer une augmentation de subvention de 330 000 fr. par an. Une année plus tard, l'OSB retombait dans les chiffres rouges.

A entendre le président du conseil de fondation de l'OSB, Philippe Krüttli, et Yves Arbel, la Ville exige des prestations de la part des institutions sans leur donner suffisamment de moyens.

Je suis très heureux que Bienne puisse offrir des prestations aussi riches à sa population. Je rappellerai cependant aux institutions que ce sont elles qui définissent leurs prestations. Mais il faut aussi considérer les tensions permanentes entre les directeurs artistiques et les directeurs administratifs de certaines institutions, les premiers exigeant des seconds qu'ils leur donnent toujours davantage de moyens. Cette tension permanente conduit à une situation difficile pour le directeur administratif s'il ne parvient pas à s'imposer. J'ai beaucoup de compréhension pour cette situation. Mais quand une institution tombe dans le déficit, incombe-t-il

QUELLE POLITIQUE CULTURELLE? Pierre-Yves Moeschler se veut rassurant, même s'il admet se heurter à d'énormes difficultés financières dans le domaine de la culture.

(ARCHIVES)



forcément à la Ville et au canton d'éponger ses dettes? Non. Ce serait trop simple et cela délierait les conseils de fondation de toute responsabilité. Nous vivons, hélas, dans un monde où la richesse est limitée...

Il y a une dizaine d'années, dans le cadre du projet Equilibre budgétaire II lancé par le Conseil municipal, on m'avait demandé d'économiser un demi-million de francs dans la culture. J'avais répondu que cela signifierait que nous devrions abolir l'une des sept institutions. A cette époque, tous les regards désignaient l'orchestre. Suite aux conclusions du rapport Brodbeck, aucune des grandes formations politiques n'avait ensuite approuvé ce cas de figure. Tout le monde souhaitait ardemment le maintien des sept institutions, ce dont je me suis particulièrement réjoui.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des difficultés financières énormes. Et c'est pour venir en aide au TBS et à l'OSB que nous étudions les pistes tracées par le rapport Häring.

Que de rapports... Tout cela pour en arriver au même point:

les institutions réclament davantage de moyens mais la Ville serre les cordons de la bourse. Va-t-on revenir à la même situation qu'il y a dix ans?

Nous devons réévaluer les contrats de prestation et les subventions. Je comprends l'angoisse des institutions confrontées à un déficit – et elles le sont toutes – mais ce n'est pas le moment de paniquer, nous allons trouver une solution.

La Ville a-t-elle les moyens de ses ambitions? Est-il par exemple raisonnable et nécessaire d'offrir des Spectacles français?

Les Spectacles français ont un taux de présence de 60%, ce qui n'est pas si mauvais.

Mais ils sont déficitaires...

C'était le cas avant, mais les responsables ont réussi à compenser les pertes.

En proposant aussi un programme plus étriqué...

Absolument pas! Au contraire, le but est d'attirer davantage les jeunes. Enfin, le théâtre prend son envol! La Fondation de théâtre d'expression

française (FTEF) est celle des sept institutions qui touche le moins de subventions. Si nous avons un problème à résoudre, c'est celui du Palace, qui est actuellement la propriété d'une SA regroupant la Ville de Bienne et les communes voisines. La salle est louée à l'entreprise Cinévitale S.A., qui la sous-loue aux Spectacles français. Faut-il continuer à utiliser cette salle comme cinéma? Nous examinons plusieurs scénarios, dont la création d'une maison de la culture.

Revenons à nos sept institutions. Quels sont les prochains jalons?

Concernant la fusion des musées, nous touchons au but. Dans le cadre de l'OSB et du TBS, il est clair que les prestations devront être adaptées aux moyens financiers. La succession d'Yves Arbel sera examinée dans le cadre de ce processus de réflexion. Je suis évidemment triste que nous ne pouvions pas leur offrir davantage, mais n'oublions pas que les pouvoirs publics ne peuvent pas faire de miracles. La crise des finances publiques, qui menace, est connue de tous et de toutes! /IG